

CE MONDE QUI BOUGE

Pourquoi Hugo Chavez a été réélu

Par Hassane Zerrouky

Les dirigeants occidentaux et les médias à leur solde rêvaient d'une défaite d'Hugo Chavez tant l'homme dérangeait et constituait un mauvais exemple à suivre pour les peuples d'Amérique latine et du Tiers Monde. Raillé, moqué, accusé de tous les maux et critiqué par les grands médias occidentaux, Hugo Chavez, qu'un cancer a tenu éloigné de la politique pendant près d'un an, a encore une fois déjoué tous les pronostics. Pourtant, il avait contre lui la quasi-totalité des médias et notamment les plus lourds. En effet, pour avoir une idée de leur puissance, il faut savoir que sur les 81 chaînes de télévision du pays, 79 sont privées et majoritairement aux mains de l'opposition. Quatre d'entre elles, RCTV qui diffuse par le câble et par satellite, Globovision, Televen et Venevision, contrôlent pratiquement l'espace médiatique.

La défaite programmée par les capitales occidentales, Washington en tête, n'a donc pas eu lieu. Une majorité de Vénézuéliens a choisi de renouveler sa confiance au président sortant. Avec plus de 54% des suffrages exprimés, contre 44,9% pour son rival de droite Henrique Capriles Radonski, la victoire de Chavez est sans appel et, de surcroît, ne souffre d'aucune contestation. Le candidat de droite, enfant de la grande bourgeoisie vénézuélienne, encensé par les médias occidentaux, a un passé de putschiste : en 2002, lors du coup d'Etat avorté contre Hugo Chavez par les milieux d'affaires,

il s'était illustré en attaquant l'ambassade de Cuba et avait été condamné à 119 jours de prison. Il n'en reste pas moins qu'il a reconnu «sportivement» sa défaite et adressé ses félicitations au vainqueur du scrutin. Le perdant n'a invoqué ni fraude, ni trucage d'urnes ni une quelconque irrégularité. Il a simplement demandé, je cite, «à celui qui se maintient au pouvoir respect et considération envers la quasi-moitié du pays qui n'est pas d'accord avec le gouvernement».

En 14 ans de pouvoir, Hugo Chavez n'a connu qu'un seul échec électoral. C'était en 2007 quant les Vénézuéliens ont repoussé une nouvelle réforme constitutionnelle avant qu'il ne fasse adopter par référendum un amendement permettant la réélection indéfinie du président. De ce fait, d'aucuns, ainsi que cela a été écrit dans la presse algérienne, n'ont pas hésité à faire le parallèle avec l'Algérie. Sauf qu'au Venezuela, il n'y a jamais eu de fraude, ni de bourrage d'urnes. Si ça avait été le cas, ça se serait su. Les médias occidentaux, si prompts à enfourcher le cheval des libertés et du respect du bon déroulement des scrutins, n'auraient pas hésité un instant à pointer le régime de Chavez. Bien au contraire, ni l'opposition à Chavez qui, soit dit en passant, contrôle plusieurs grandes villes et régions du pays — Henrique Capriles Radonski est gouverneur de l'Etat du Miranda depuis sa victoire aux élections régionales en 2008 — aucune ONG de surveillance des élections, pas plus qu'aucun Etat occidental, Etats-Unis en tête, n'ont contesté les victoires électorales d'Hugo Chavez. Ce dernier, comme de nombreux dirigeants de gauche aujourd'hui au pouvoir en Equateur, en Bolivie, en Argentine, au Brésil et ailleurs en Amérique latine, sont parvenus au pouvoir par la force des urnes et tirent leur légitimité de ces seules urnes. Et n'hésitent pas, à l'instar de Chavez, à solliciter le suffrage universel pluraliste pour faire adopter leurs réformes progressistes. C'est là la force de cette Amérique latine qui fait si peur à l'Occident capitaliste.

Ce sont les quartiers populaires, les gens de condition modeste, qui ont fait basculer les urnes en faveur du président sortant. A la veille de son accession au pouvoir en 1999, 70% de la population n'avait pas accès à la santé. Grâce à un programme social et économique soutenu et de redistribution des richesses, il faut savoir que le chômage est passé de 27% à 6,9% en moins de dix ans, que le taux de pauvreté a été réduit, passant de plus de 50% en 1999 à moins 26% en 2011, que l'analphabétisme n'est plus que de 4,9%, et que les

salaires ont augmenté. Plus généralement, le PIB est passé de 99 milliards de dollars en 1999 à 328 milliards en 2011. Chavez, lui-même issu de milieux pauvres, a surtout rendu aux Vénézuéliens leur dignité.

Si le bilan a plaidé en faveur de Chavez, ce dernier n'est pas encore au bout de ses peines. La corruption n'a pas été éradiquée. Pas plus que la pauvreté ou l'habitat précaire. En économie, le tout pétrole reste dominant. Les médias restent majoritairement entre les mains des milieux d'affaires de droite. Et, surtout, ils sont six millions de Vénézuéliens qui ont voté contre lui !

H. Z.

N. B. : Mes condoléances à la famille Chaulet à qui je dédie cette chronique et merci pour le très beau livre écrit à deux mains par ce couple d'Algériens.



CRISE MALIENNE

Quelles chances encore pour la solution politique ?

L'effort diplomatique déployé par l'Algérie, notamment auprès des pays dits du champ, afin d'éviter une intervention militaire étrangère au Mali pèsera-t-il face au forcing accentué d'un Occident, la France en première file, qui s'impatiente à faire tonner la canonnière ? Assurés désormais de soutenir américain, les Français peuvent précipiter une entrée en guerre dans le nord du Mali.

Sofiane Aït Iflis - Alger (Le Soir) - Retardée faute de quitus international, en l'espèce délivré par le Conseil de sécurité de l'ONU, elle tend à devenir inéluctable.

Pendant que les troupes ouest-africaines, mobilisées sous la bannière de la Cédéao, sont depuis plusieurs semaines sur le pied de guerre, prêtes à entrer en action, la France maintient son forcing diplomatique pour valider l'option d'une intervention militaire au Mali. Réticents jusqu'ici, les Américains ont fini par prendre le parti de la France. «Les Etats-Unis soutiendront la France si ce pays décide qu'il est nécessaire d'intervenir militairement», a soutenu, dans les colonnes du journal *le Monde*, le secrétaire d'Etat adjoint américain chargé de l'Europe, Philip Gordon. En concédant à la France de décider de la nécessité d'une intervention militaire au Mali, les Américains libèrent la voie pour la mise en pratique de la «solution française». La France, faut-il le rappeler, n'est plus

à jauger de la nécessité ou pas d'un engagement militaire au Mali. François Hollande, qui a animé une conférence de presse conjointe avec le secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, a plaidé pour une intervention à court terme pour «éradiquer le terrorisme».

Cet empressement français à engager l'action militaire dans l'Azawad contrôlé par les groupes islamistes extrémistes, Aqmi, Ançar Dine et le très énigmatique Mujao, risque fort de saborder la quête de la solution exclusive-ment politique à laquelle l'Algérie travaille inlassablement.

Une voie médiane

Faute de consensus international autour de l'une des deux options préconisées pour une sortie de crise, il se pourrait que l'ONU se rabatte sur une solution médiane, celle qui consistera à engager le dialogue politique tout en se préparant pour la solution militaire. Cette option est suggérée, au demeurant, par le res-



Photo : DR

pensable de l'ONU pour l'Afrique de l'Ouest, Saïd Djinnit, qui a affirmé qu'«il a été convenu dans le cadre du Conseil de sécurité qu'il y aura une approche globale qui comportera aussi bien l'approche du dialogue que celle de la préparation militaire telle que proposée par la communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest».

Pour le responsable onusien, «l'intervention militaire serait en fonction des résultats du dialogue (...)» Mais le dialogue avec qui ? Avec Aqmi et autres Mujao ? Et Ançar Dine qui contrôlent le territoire du nord du Mali ? L'Algérie, principal promoteur de la solution politique négociée, refuse de négocier avec les terroristes.

«Il n'y a pas de négociation possible avec les terroristes», a affirmé Abdelkader Messahel depuis Bamako où il a ponctué une tournée dans les capitales des pays du Sahel à la tête d'une délégation comprenant également de hauts responsables de l'armée.

«Lorsque l'on a identifié la menace, notre devoir en tant que pays voisin, c'est d'éradiquer par tous les moyens cette menace, y compris par la force. Cette position de l'Algérie n'est pas nouvelle, il n'y a pas de négociation possible avec des terroristes et des narcotrafiquants.» Ainsi nuancée, la position algérienne, sans être foncièrement militariste, est loin d'être angélique.

S. A. I.

BAC PROFESSIONNEL

L'option remise à l'ordre du jour

Le retour au bac professionnel en Algérie n'est pas exclu, selon le ministre de l'Enseignement et de la Formation professionnels. Si cette option s'impose pour revaloriser les diplômes de la formation professionnelle, «nous la défendrons», dira-t-il.

Salima Akkouché - Alger (Le Soir) - Près de 360 000 nouveaux stagiaires rejoindront, à partir de ce dimanche, les établissements de la formation professionnelle. Ces établissements, qui offrent près de 200 spécialités, peinent, cependant, à attirer les candidats. «Il faut absolument réagir», s'exclamait, hier, le nouveau ministre de l'Enseignement professionnel sur les ondes de la radio nationale Chaîne III.

D'ailleurs, estime-t-il, «il n'est plus possible que les établissements de l'éducation nationale fonctionnent avec 50 élèves par classe alors que dans la formation professionnelle, l'offre est beaucoup plus importante que la demande».

Afin d'intéresser les jeunes, le ministre, qui dit faire dorénavant de la formation de qualité la politique du secteur, s'apprête à mener une opération de séduction. La revalorisation de la bourse, des présalaires, l'actualisation des programmes et la modernisation des équipements de travail sont parmi les futurs changements qu'opérera le secteur.

Cependant, M. Mebarki compte rouvrir le dossier du bac professionnel. Une option écartée jusque-là par son prédé-

cesseur. Le ministre de l'Enseignement et de la Formation professionnels a indiqué que pour valoriser le diplôme de la formation professionnelle, deux points importants sont inscrits dans le plan d'action du gouvernement.

La première proposition, dit-il, consiste à revoir le système d'orientation et la seconde à revoir les diplômes. «Si l'on décide que le bac est intéressant, on le proposera et on le défendra», a-t-il indiqué. Par ailleurs, le ministre de l'Enseignement et de la Formation professionnels a indiqué que des mesures «fermes» ont été prises pour trouver une solution au problème

de l'inadéquation entre les formations proposées par le secteur et la demande émise par la sphère économique.

«Nous avons donné des instructions fermes aux directeurs de wilaya en matière d'adéquation entre les formations ouvertes et les demandes exprimées par les entreprises tout en prenant compte de la réalité locale», a-t-il dit.

Puisque, cite M. Mebarki, selon la Banque mondiale, l'économie algérienne est freinée en raison de la corruption mais aussi de l'absence d'expertise et de qualification.

S. A.

LE SYNDICAT TIENT UNE AG AUJOURD'HUI
Les marins d'IBC reviennent à la charge

L'inquiétude des marins de la compagnie International Bulk Carrier (IBC), filiale de la CNAN, ne faiblit pas. Le collectif des travailleurs est toujours dans l'expectative.

Les marins disent ne pas comprendre pourquoi leur direction a pris la décision de fixer la date limite pour le paiement des arriérés à avril, alors que de nombreux marins n'ont été affectés à des postes de travail que récemment et que d'autres attendent toujours. Le collectif des marins affirme que 35% de l'ensemble des marins est toujours en attente d'une affectation même si cette dernière n'a pas réglé la totalité des problèmes des travailleurs. En effet, le collectif déplore que le redéploiement des marins

vers d'autres entreprises du secteur se soit fait au détriment des salaires qui sont nettement inférieurs à ceux que percevaient les marins à IBC. Au-delà de ces aspects, c'est l'avenir de l'entreprise qui les inquiète. Ils disent ne percevoir aucune volonté de relancer son activité.

Déjà inquiets pour leur avenir professionnel, les marins d'IBC disent être scandalisés par l'attitude de leur direction qui vient d'interdire l'accès de l'entreprise au président du syndicat. Une mesure qu'ils dénoncent et qui les a poussés à convoquer une assemblée générale pour aujourd'hui.

A l'ordre du jour, l'actualisation de la plateforme de revendications.

N. I.